



Ensemble et dans l'unité la plus large, censurons, par tout moyen, l'austérité budgétaire!

Les projets de lois de finances organiseraient donc **une saignée budgétaire**, d'en fait, **plus de 40 milliards d'euros**, si l'on en croit les engagements pris auprès de l'union européenne qui a placé la France sous le régime dit du déficit excessif.

Le déni de démocratie orchestré par Emmanuel Macron avec la nomination du gouvernement Barnier se poursuit maintenant avec un coup de force contre les finances publiques, les services publics, les politiques et la Fonction publiques, les agent.es publics.

Dans un tel contexte, **la CGT Fonction publique accuse celles et ceux qui gouvernent depuis trop longtemps contre le monde du travail, d'avoir sciemment organisé l'endettement public par différents moyens :**

- Suppressions, exonérations, baisses des cotisations sociales et des impôts - sur la fortune, les sociétés, Flat tax, Taxe d'habitation, Redevance de l'audiovisuel, Taxe professionnelle hier et Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises demain, etc...
- Octroi de crédits d'impôts et de subventions aux entreprises sans efficacité et sans contrepartie et avec une inefficacité démontrée,
- Obligation pour la puissance publique de se financer sur les marchés financiers...
... pour des coûts budgétaires sans cesse croissants de plusieurs centaines milliards d'euros !

Et voilà qu'il faudrait donc maintenant procéder à une saignée budgétaire de plus de 40 milliards d'euros, et on ne sait combien encore au titre des années suivantes, en poursuivant les politiques austéritaires :

Casser toujours plus les services publics, la Fonction publique, la protection sociale ?!

Dégrader encore les conditions de vie et de travail avec de nouvelles et conséquentes suppressions d'emplois, des baisses de pouvoir d'achat des agent.es publics et des retraité.es !?

Ne pas abroger la loi portant contre-réforme des régimes de retraite et ne pas réduire le temps de travail tout au long de la vie !?

Ne pas procéder aux investissements publics nécessaires pour mettre en œuvre une nouvelle logique de développement articulant reconquête et développement des services publics, de l'industrie et de la bifurcation écologique ?

A l'opposé de telles évolutions, la CGT Fonction publique porte un ensemble de propositions et revendications alternatives, possibles et nécessaires :

Imposer une autre appropriation des richesses produites par le monde du travail, des lois de finances et de financement de la sécurité sociale construites sur d'autres bases, la censure par tout moyen de la saignée budgétaire.

C'est dans ce sens que la CGT Fonction publique agit et agira, avec les organisations qui le souhaiteront, avec les agent.es publics et dans l'unité la plus large pour imposer d'autres choix.

Montreuil, le lundi 7 octobre 2024